



Paris, le 2 juin 2014

Monsieur Laurent Fabius
Ministère des Affaires étrangères
37 Quai d'Orsay
75007 Paris

Monsieur le ministre,

Lundi 19 mai 2014, des bulldozers de l'armée israélienne ont rasé plus de 1500 arbres fruitiers et ont détruit les exploitations en terrasse du lieu-dit Tente des Nations appartenant à la famille Nassar, près de la colonie de Neue Daniel, au sud de Bethléem en Palestine occupée. Cette destruction est une violation flagrante du droit à la propriété de cette famille et s'attaque également aux efforts de dialogue interculturel que porte le projet de la Tente des Nations. Elle a été menée alors qu'un recours en justice est en cours.

Ces destructions s'inscrivent dans une politique de colonisation et d'expulsion des Palestiniens vivant en Cisjordanie dont Jérusalem-Est. A Jérusalem-Est, l'urbanisme a été le prétexte de l'accaparement de 87% du territoire. Par exemple, le quartier d'Al Bustan a été placé en « zone verte » pour la création d'un parc biblique juif. 88 immeubles sont en instance de démolition dans ce quartier. 130 familles (1 400 personnes) seront sans domicile à l'issue de ces destructions. Au moins 20% des Palestiniens de Jérusalem-Est ont été expropriés pour la construction de colonies. De lourdes restrictions empêchent les Palestiniens de Jérusalem-Est de construire et les constructions sans permis sont détruites. De 2009 à 2013, les autorités israéliennes ont démolit 270 structures palestiniennes, des maisons pour la plupart.

Depuis plusieurs années, les démolitions de maisons en Cisjordanie (dont Jérusalem-Est) par les autorités israéliennes ont considérablement augmenté. En 2013, 663 structures palestiniennes ont été démolies par les autorités israéliennes, déplaçant 1103 personnes dont 545 enfants. 132 structures ont été détruites durant les deux premiers mois de l'année 2014. Les structures démolies comprennent des maisons et des réservoirs d'eau. La plupart de ces démolitions (89%) ont eu lieu dans des communautés vulnérables dans la zone C, les autres à Jérusalem-Est.

En 2012, quelque 604 structures, dont un tiers d'habitations et 36 citernes d'eau, ont été détruites au cours de l'année. De ce fait, 870 Palestiniens ont été chassés de chez eux. Au moins 1 600 autres ont subi les effets des démolitions.

En 2011, plus de 620 constructions ont été détruites au cours de l'année. Près de 1 100 Palestiniens ont été déplacés après la démolition de leur maison, **soit 80 % de plus qu'en 2010** ; plus de 4 200 autres ont subi les effets de la démolition de 170 abris pour animaux et de 46 citernes de collecte d'eau de pluie.

Un des buts de cette politique israélienne est de pousser la population palestinienne hors de son territoire. Depuis 10 ans, 300 000 Palestiniens ont été contraint de quitter leur pays.

La politique de nettoyage ethnique de l'Etat israélien est aussi dirigée contre les Palestiniens vivant en Israël. D'autres destructions ont en effet visé des familles palestiniennes dans le village de bédouins d'Al-Arakib, situé dans le nord du Néguev. Mercredi 21 mai 2014, huit ordres d'expulsion ont ciblé des installations dans le cimetière de ce village qui a été détruit plus de 60 fois. Malgré la violence policière et les arrestations, les habitants n'ont pas abandonné leurs terres et ont reconstruit leurs installations. Le dernier ordre de démolition soulève en outre des problèmes juridiques car le cas du village d'Al-Arakib est actuellement en cours d'instruction.

La Plateforme des ONG françaises pour la Palestine demande au gouvernement français d'intervenir auprès des autorités israéliennes afin que cessent ces politiques de dépossession et d'expulsion des Palestiniens en Palestine occupée et en Israël.

Nous vous remercions de l'attention que vous prêterez à ce courrier et nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération. Nous vous informons par ailleurs que nous rendrons cette lettre publique.

Claude Léostic,
Présidente de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine